



Assemblée générale

Distr. générale
16 août 2006
Français
Original : anglais

Soixante et unième session

Point 54 e) de l'ordre du jour provisoire*

**Mondialisation et interdépendance :
intégration de l'économie des pays
en transition à l'économie mondiale**

Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale**

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport contient un aperçu des progrès de l'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale en 2004 et 2005. Cette intégration suit plusieurs voies : le commerce des marchandises et des services, les flux de capitaux et les migrations de main-d'œuvre. On prête particulièrement attention au rôle que l'élargissement de l'Union européenne a joué dans les progrès obtenus par certains pays. La restructuration des marchés dans ces pays et la création progressive d'institutions qui soutiennent le fonctionnement du marché se présentent comme des facteurs qui accroissent sensiblement les avantages de l'intégration de ces pays à l'économie mondiale.

* A/61/150.

** Dans le présent rapport, on entend par pays en transition les pays d'Europe centrale, les États baltes, les pays de l'Europe du Sud-Est et ceux de la Communauté d'États indépendants. Au sens strict, huit de ces pays – nouveaux membres de l'Union européenne – sont sortis depuis mai 2004 du groupe des pays dont l'économie est en transition. Mais, aux fins du présent rapport, qui couvre la période 2004-2005, et dans l'esprit de la résolution 59/243 de l'Assemblée générale, une interprétation plus large a été retenue pour apprécier l'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale.



En 2004 et 2005, l'intégration des pays en transition à l'économie mondiale a notablement progressé. Ce progrès s'est accompagné d'un environnement économique plus stable et plus prévisible dans toute la région, mais son allure et ses formes varient sensiblement d'un pays à l'autre. Malgré une progression d'ensemble, il reste encore beaucoup à faire pour élargir et approfondir les réformes institutionnelles, en particulier dans certains pays d'Europe du Sud-Est et de la Communauté d'États indépendants pour diversifier leur économie et pour que tous les pays en transition s'engagent durablement dans la voie d'un développement régulier. L'Organisation des Nations Unies devrait continuer à soutenir une telle entreprise.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
II. Tendances de l'économie et du commerce des pays en transition en 2004-2005 ..	4–22	4
A. Tendances macroéconomiques	4–9	4
B. L'intégration par le commerce international	10–13	6
C. L'intégration grâce aux apports de capitaux et de main-d'oeuvre	14–22	8
III. Contributions des politiques économiques à l'intégration des économies en transition en 2004-2005	23–41	11
A. Politiques macroéconomiques	23–24	11
B. Rôle de l'Union européenne dans l'intégration des économies en transition.	25–31	13
C. Autres politiques commerciales	32–33	15
D. Libéralisation des mouvements de capitaux	34–36	16
E. Poursuite de la restructuration de l'économie et amélioration du climat commercial	37–41	16
IV. Défis en matière de politique économique et conclusions	42–47	18
Annexe		
Figures et tableaux		21

I. Introduction

1. Dans sa résolution 59/243 du 28 février 2004, l'Assemblée générale a réaffirmé la nécessité d'intégrer pleinement l'économie des pays en transition à l'économie mondiale. Tout en se félicitant des progrès accomplis par ces pays sur la voie d'une plus grande stabilité et d'une meilleure croissance et en notant la nécessité de faire en sorte que ces tendances encourageantes persistent, l'Assemblée a reconnu qu'il fallait permettre à ces pays de mieux tirer profit des avantages de la mondialisation, créer des conditions qui favorisent l'accès des exportations de ces pays aux marchés mondiaux et d'obtenir les investissements directs étrangers nécessaires à la poursuite de leur développement.

2. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui soumettre, à sa soixante et unième session, un rapport sur l'application de la résolution. Le présent rapport a été établi conformément à cette demande. Dans la résolution 59/243, l'Assemblée engageait aussi les organismes des Nations Unies à continuer à fournir aux gouvernements des pays en transition des conseils sur les politiques à suivre et une assistance technique propre à renforcer les structures sociales, juridiques et politiques nécessaires afin que puissent être menées à bien des réformes donnant la prééminence aux lois du marché. Les rapports précédents avaient examiné les activités menées par le système des Nations Unies pour réaliser ces objectifs (voir A/59/301, A/57/288, A/55/188, A/53/336 et Add.1 et A/51/285). Un rapport mis à jour sur ces activités, faisant le point des contributions de 12 fonds, institutions et organismes des Nations Unies et des autres institutions internationales pertinentes peut être consulté sur le site Web des Nations Unies à l'adresse <www.un.org/esa/policy>.

3. On analyse, dans le présent rapport, l'actuelle intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale; celle-ci passe par plusieurs voies : le commerce des marchandises et des services, les apports de capitaux et les migrations de main-d'œuvre. On prête spécialement attention au rôle que l'élargissement de l'Union européenne a joué dans les progrès réalisés par certains de ces pays. En outre, la restructuration et la création d'institutions qui servent le marché se présentent comme des facteurs importants qui favorisent la poursuite de cette intégration. Le reste du rapport est divisé en deux parties. La première examine les principales tendances économiques et les principaux indicateurs du commerce et de l'intégration financière. La deuxième évalue les progrès accomplis dans les réformes introduites dans les politiques suivies et les institutions, par les pays en transition pour accélérer leur intégration à l'économie mondiale.

II. Tendances de l'économie et du commerce des pays en transition en 2004-2005

A. Tendances macroéconomiques¹

4. L'intégration des pays en transition à l'économie mondiale a été facilitée par un environnement international favorable, notamment une croissance économique mondiale robuste, le niveau élevé des échanges, le niveau élevé des cours des matières premières et le faible coût du financement international, qui ont permis aux pays en transition, en 2004 et 2005, d'obtenir de bons résultats économiques. En 2004, la reprise économique a gagné en vigueur, et la croissance du produit intérieur brut global de ces pays a fortement augmenté, atteignant 6,6 %. Ce taux élevé de croissance économique n'avait jamais été atteint depuis le début de la transition, et, ce qui est inhabituel, il a largement touché tous les pays concernés : les pays des trois sous-régions, à savoir l'Europe centrale et les États baltes, l'Europe du Sud-Est et la Communauté d'États indépendants (CEI) ont obtenu en 2004 des taux de croissance plus élevés qu'en 2003 (voir tableau 1 de l'annexe). En 2005, la croissance économique mondiale s'est notablement ralentie, et la croissance, dans les pays en transition, a un peu diminué, mais la région, avec un taux de croissance de 5,5 %, a conservé son dynamisme, ce taux étant beaucoup plus élevé que dans les pays développés. La forte croissance des exportations et l'expansion de la demande intérieure expliquent en grande partie cette bonne performance de la croissance économique.

5. Les résultats économiques obtenus par les nouveaux membres de l'Union européenne sont inégaux. Le taux moyen de croissance du PIB dans les huit nouveaux États membres de l'Union européenne a repris en 2004, atteignant 5,2 %, avant de diminuer un peu, à 4,4 %, en 2005. Le ralentissement de l'économie polonaise explique le ralentissement global constaté dans les huit nouveaux membres de l'Union européenne. Le dynamisme économique des États baltes, cependant, a entretenu l'élan acquis et la croissance économique y est restée élevée, sensiblement plus qu'en Europe centrale. La croissance économique chez les huit nouveaux États membres de l'Union européenne en transition a été entretenue par la vigueur de la consommation et de l'investissement en 2004 et par la demande extérieure en 2005. L'augmentation des investissements directs étrangers, facilitée par l'entrée dans l'Union européenne et la diversification des exportations ont aidé à maintenir la croissance des exportations à un niveau élevé.

6. L'expansion économique a également été vigoureuse en Europe du Sud-Est en 2004, grâce, en partie, à une croissance exceptionnelle en Roumanie, qui s'est quelque peu ralentie l'année suivante. En 2005, le ralentissement de l'économie s'explique par les effets du choix de l'année de base et par l'impact des inondations sur le secteur agricole. La perspective de l'entrée dans l'Union européenne des pays candidats à l'accession, la Bulgarie, la Croatie et la Roumanie, explique les bons résultats économiques obtenus, car cette perspective a amené une augmentation de l'investissement direct étranger et une expansion correspondante de la production orientée à l'exportation, et a également incité à améliorer le fonctionnement du

¹ On trouvera une analyse détaillée de la situation et des perspectives économiques actuelles de l'économie mondiale et notamment des pays en transition dans : *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2006* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.06.II.C2).

secteur bancaire. Dans d'autres pays de la sous-région, le succès de la stabilisation macroéconomique et l'achèvement de la reconstruction après conflit expliquent la vigoureuse croissance économique.

7. La croissance s'est poursuivie à un bon rythme dans les pays membres de la CEI en 2005 : elle a atteint 6,7 %, entretenant ainsi la vive reprise de l'économie de ces pays constatée depuis 2003 (voir annexe, tableau 1). Globalement, dans la région, la croissance a été plus lente, du fait d'un très net ralentissement – de 12,1 % à 2,6 % entre 2004 et 2005 – dans l'un des deux grands pays de la région, l'Ukraine, par suite de la vive détérioration des exportations et des incertitudes politiques. La croissance s'est également ralentie en Fédération de Russie, tout en restant supérieure à 6 % en 2005. Les autres pays de la CEI ont enregistré des taux de croissance élevés. Le Kirghizistan est l'exception notable, puisque dans ce pays, la croissance du PIB a fortement diminué en 2005, du fait de la baisse de la production d'or, principale exportation du pays, mais aussi du fait des troubles politiques. Les bons résultats économiques obtenus dans la région de la CEI en 2004 s'expliquent en grande partie par les niveaux élevés des cours internationaux des produits de base, en particulier le pétrole, le gaz naturel et les métaux, mais aussi pour l'augmentation très nette des volumes exportés. Par contraste, la croissance en 2005 a été entretenue surtout par la demande intérieure. La consommation des ménages a fortement augmenté, alimentée par la hausse des salaires réels et des pensions dans presque tous les pays. La demande d'investissement a également augmenté dans beaucoup de pays de la CEI, surtout dans le secteur des hydrocarbures et celui de la construction.

8. Malgré une croissance économique vigoureuse, le taux de chômage élevé et de faibles taux de participation à l'activité économique persistent dans beaucoup de ces pays (voir annexe, tableau 1), ce qui signale sans doute une faible élasticité emploi-production. Des indications empiriques donnent à penser que les marchés du travail ont été plus sensibles à la croissance du PIB dans les pays où les réformes de l'entreprise et du marché du travail sont les plus avancées, comme la Bulgarie, l'Estonie, la Lituanie et la Slovaquie². Dans la région de la CEI, en particulier au Kazakhstan et en Fédération de Russie, la forte activité du secteur pétrolier a contribué à une augmentation de la participation à l'activité et à une réduction du chômage, mais ces variations restent marginales car le secteur pétrolier n'est pas le plus gros créateur d'emplois.

9. La vigoureuse croissance économique a amélioré les conditions de vie des habitants des pays en transition ces dernières années. Dans plusieurs pays, la poursuite de la croissance pendant plusieurs années a épongé les pertes de revenus essuyées au début de la transition et a ramené le PIB par habitant au niveau atteint avant la transition. Cela est particulièrement le cas des nouveaux membres de l'Union européenne et des pays candidats, et cela a permis à ces pays de progresser considérablement dans la lutte contre la pauvreté, la recherche de l'égalité entre les sexes et la promotion de la santé et de l'éducation³. La République tchèque et la

² La situation sur le marché du travail est plus sensible à la croissance du PIB dans les pays où une restructuration active des entreprises inefficaces a eu lieu et où les gouvernements cherchent activement à éliminer ou à réduire les rigidités actuelles de ce marché. *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2006*, encadré IV.2 et note 1 ci-dessus.

³ Voir : *National Millennium Development Goals: A Framework for Action – Europe and CIS Regional MDG Report*, publication des Nations Unies, numéro de vente : E.06.III.B.21.

Slovénie sont parvenues à éliminer entièrement la grande pauvreté. Une vigoureuse croissance, ces dernières années, dans beaucoup de pays de l'Europe du Sud-Est et de la CEI, par contraste, n'a pas suffi à compenser, dans 12 de ces 19 pays, les pertes de revenus essuyées au début de la transition. Néanmoins, dans la plupart de ces pays, la pauvreté a reculé, moins toutefois que dans les nouveaux États membres de l'Union européenne. Malgré ces progrès, la pauvreté reste largement répandue dans plusieurs pays de l'Europe du Sud-Est, comme l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Monténégro. Dans la Fédération de Russie, la proportion de la population qui se trouve encore sous le seuil de pauvreté a diminué de 17,8 % en 2004 à 15,8 % en 2005. Une certaine réduction de la pauvreté a également été constatée dans d'autres pays de la CEI comme l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, mais la misère est encore largement répandue dans ces pays, notamment dans les campagnes. Mesurée en termes de revenu, la pauvreté est encore très présente en République de Moldova et en Géorgie.

B. L'intégration par le commerce international

10. La forte croissance du commerce mondial des marchandises en 2004 et 2005 – de l'ordre de 7 à 8 % par an – a stimulé les exportations des pays en transition. Les parts de marché de ces pays ont augmenté, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Ces tendances ont aussi été soutenues par la libéralisation du régime du commerce international⁴ et par le niveau élevé des cours des produits de base des pays qui en exportent. La demande d'importation a également augmenté, emportée par la demande accrue de biens d'équipement et par le niveau élevé des dépenses des ménages, alors que les coûts à l'importation diminuaient du fait de l'appréciation du taux de change réel dans beaucoup de ces pays. Le taux de croissance du commerce des marchandises des pays en transition a ainsi dépassé leur taux de croissance du PIB, et l'ouverture au commerce – mesurée par le ratio de la somme des exportations et des importations au PIB – a augmenté (voir annexe, fig. I). Mais, d'un pays à l'autre, il subsiste des différences importantes dans la structure des échanges.

11. La croissance des échanges internationaux des pays de la CEI a été alimentée en particulier par le renchérissement continu du pétrole. La croissance des exportations s'est encore accélérée en 2004 et a conservé un rythme rapide en 2005, principalement en raison de la hausse continue, en valeur, des exportations de la Fédération de Russie (voir tableau 2 de l'annexe). Dans les autres pays de la CEI en valeur, la croissance des exportations s'est ralentie en 2005. Cette tendance reflète la disparité des structures du commerce international, les exportations vers les pays autres que les membres de la CEI dépassant les exportations entre pays de la CEI, surtout dans certains pays, notamment le Kazakhstan, la Fédération de Russie et le Bélarus, alors que l'essentiel des échanges à l'intérieur de la CEI s'est fait avec l'Ukraine et l'Azerbaïdjan. Les exportations vers les pays de l'Union européenne ont continué à augmenter. Là encore, le renchérissement du pétrole a été un facteur important de l'augmentation des parts de marché des pays de la CEI, en particulier la Fédération de Russie, à l'exportation vers l'Union européenne et vers l'Europe

⁴ On trouvera un aperçu des progrès de l'intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale en 2004 dans le rapport qui précède le présent rapport (A/59/301).

centrale et du Sud-Est. L'importance constante de quelques produits primaires et de quelques produits intermédiaires liés aux ressources naturelles, dans les exportations classées par grandes catégories, est illustrée par la figure II de l'annexe. L'appréciation des taux de change réels a cependant compromis la compétitivité des exportations des autres produits manufacturés et retardé la diversification des exportations.

12. Les huit pays en transition qui viennent d'entrer dans l'Union européenne avaient déjà amorcé la mise en place de nouvelles formes de spécialisation des échanges vers l'Europe des 15 en prévision de leur accession à l'Union. Un processus continu de redéploiement de la production de l'Europe des 15 vers l'Europe centrale et les États baltes a entraîné une augmentation de la complémentarité des structures du commerce international entre ces deux groupes de pays. Une part grandissante des échanges entre les huit nouveaux membres en transition et les 15 s'explique désormais par le commerce à l'intérieur d'un secteur donné ou d'une entreprise donnée. Les contrats de sous-traitance et la délocalisation expliquent en grande partie cette tendance. L'évolution des échanges implique aussi un passage à des productions à plus forte valeur ajoutée, valorisant les avantages comparatifs constatés dans la production d'automobiles et de leurs éléments, de matériel industriel, d'équipements électriques et autres produits de haute technologie, en particulier en République tchèque, en Hongrie, en Slovaquie et en Slovénie. Cette délocalisation, qui retentit sur les échanges, a également entraîné une croissance de l'investissement direct étranger et de la demande d'importations, en particulier de machines et de produits manufacturés intermédiaires (voir la figure II de l'annexe). La rapide croissance des crédits a en outre amené un regain de croissance des importations de biens de consommation durables en provenance de l'Union européenne. La tendance à la forte croissance du commerce des services s'est maintenue en 2004 et 2005 après l'entrée des huit pays dans l'Union européenne. La croissance du commerce et des services concerne surtout la télématique, les services commerciaux et financiers et des activités engendrant des paiements de redevances diverses.

13. Contrairement aux huit nouveaux membres de l'Union européenne, les exportations de la plupart des pays de l'Europe du Sud-Est sont plus nettement dépendants de productions à forte intensité de main-d'œuvre. D'importantes entrées d'investissements directs étrangers en 2004 et 2005 facilitent le progrès technologique et on constate des signes d'une évolution vers des produits à plus forte intensité capitaliste dans la production destinée à l'exportation, en particulier en Bulgarie et en Roumanie. Depuis le début de la transition, la structure des exportations des pays de l'Europe centrale et de l'Europe du Sud-Est a sensiblement changé. La part des produits alimentaires et agricoles et des matières premières dans l'ensemble des exportations a très nettement baissé au profit des exportations de produits manufacturés, ce qui atteste l'intégration de ces pays dans les réseaux de fabrication et de distribution des entreprises transnationales. Cela diversifie les exportations des pays de l'Europe du Sud-Est⁵. L'Europe des 15 reste le principal partenaire commercial des pays de l'Europe du Sud-Est, mais l'essentiel de la croissance des échanges internationaux, ces dernières années, a eu lieu avec les

⁵ Voir Vitalija Gaucaite Wittich, « Some aspects of recent trade developments in South-East Europe », document de synthèse n° 7, études diverses, Commission économique pour l'Europe, décembre 2005.

huit nouveaux pays de l'Union européenne, dans la région elle-même, ainsi qu'avec les pays membres de la CEI.

C. L'intégration grâce aux apports de capitaux et de main-d'œuvre

14. Malgré des fluctuations brutales, dont témoigne la crise financière qu'a connue la Russie en 1998, les apports de capitaux ont joué un rôle important dans le développement des pays en transition et dans la transformation de leur économie en économie de marché fonctionnelle. Ces dernières années, les apports de capitaux ont augmenté à mesure que la stabilité macroéconomique s'affirmait et que les réformes progressaient dans beaucoup de ces pays. La forte augmentation des investissements étrangers a également été favorisée par de bonnes conditions sur les marchés financiers internationaux et une croissance robuste de l'économie mondiale. Les apports nets de capitaux privés, en particulier sous la forme d'investissements directs étrangers, ont nettement augmenté en 2004, avant de ralentir un peu en 2005. Les structures et les volumes de ces flux sont cependant variables selon les sous-régions et les pays⁶. Les apports nets d'investissements directs étrangers ont représenté en moyenne près de 5 % du PIB des pays en transition (Fédération de Russie exclue) en augmentation par rapport aux 3 % de 2003, et à peu près à égalité avec les niveaux maintenus depuis 1999 (voir la figure III de l'annexe). Cette part de l'investissement direct étranger dans le PIB est sensiblement plus élevée dans ces pays que dans les pays en développement en moyenne. Cela n'est pas le cas de la Fédération de Russie, où les investissements directs étrangers nets représentent la proportion presque négligeable de 0,2 % du PIB.

15. L'augmentation des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille a encore renforcé l'intégration des nouveaux membres de l'Union européenne dans l'économie mondiale en 2004 et en 2005. L'essentiel de ces apports de capitaux viennent de l'Europe des 15. Après une forte baisse en 2003, l'investissement direct étranger vers les huit nouveaux membres en transition a repris en 2004 et a atteint un niveau record en 2005 (voir le tableau 3 de l'annexe). L'augmentation est le résultat de l'achèvement de la vente d'anciennes entreprises publiques et d'investissements dans la création de nouvelles usines en Europe centrale, mais elle s'explique aussi par la vigueur des investissements directs étrangers en général vers les États baltes, où la croissance est rapide. En chiffres absolus, l'essentiel de ces apports d'investissements directs étrangers, en 2004, a concerné la Pologne (environ 11,8 milliards de dollars), du fait surtout de l'extension d'usines déjà existantes ou de la création d'usines entièrement neuves. En 2005, par contraste, l'essentiel des investissements directs étrangers – plus de 10 milliards de dollars – sont allés à la République tchèque, et étaient liés à la vente d'entreprises publiques de télécommunications ou d'usines sidérurgiques, ou encore d'entreprises du secteur bancaire et de sociétés de services. En Hongrie, la privatisation a, pour l'essentiel, été achevée il y a plus longtemps. Les investissements directs étrangers actuels prennent surtout la forme du

⁶ On trouvera un aperçu de l'évolution récente de l'investissement direct étranger et des politiques qui s'y rapportent au niveau mondial et au niveau régional dans : *Rapport sur l'investissement dans le monde 2005, les sociétés transnationales et l'internationalisation de la R-D* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.05.II.D.10).

réinvestissement des profits réalisés par les entreprises étrangères déjà présentes dans le pays et par quelques opérations nouvelles, assez modestes, impliquant des investissements directs étrangers provenant de l'Union européenne. La Slovaquie et la République tchèque ont attiré d'importants apports d'investissements directs étrangers dans l'industrie de l'automobile et ces deux pays deviennent progressivement une base industrielle régionale de la production automobile en Europe de l'Est.

16. L'augmentation substantielle des investissements directs étrangers dans les nouveaux membres de l'Union européenne en transition en 2004 et 2005 s'explique par un nouvel approfondissement du marché intérieur, l'expansion des échanges bilatéraux, le niveau moins élevé des coûts de main-d'œuvre et l'existence d'une main-d'œuvre qualifiée. Dans la période qui a immédiatement précédé leur entrée dans l'Union, ces huit pays avaient une fiscalité caractérisée par des taux nominaux d'imposition du revenu des entreprises inférieurs à ceux de l'Europe des 15, bien que, selon certaines estimations, les taux réels étaient proches de ceux pratiqués par les 15. Néanmoins, il existait, pour les investisseurs étrangers, d'apparentes incitations fiscales qui ont dû être abandonnées après l'entrée dans l'Union européenne, les principes de celle-ci n'étant pas compatibles avec la surenchère fiscale. Certaines incitations, par exemple l'octroi de bourses de formation, sont toujours en place cependant dans les nouveaux États membres de l'Union afin de stimuler l'investissement dans les zones où le taux de chômage est élevé. Mais le fait que des investissements directs étrangers en direction de pays de l'Europe du Sud-Est proviennent eux-mêmes de plus en plus de ces huit nouveaux membres, est un bon témoignage de la maturité nouvelle acquise par le secteur des entreprises dans les nouveaux États membres de l'Union.

17. Les pays candidats, la Bulgarie et la Roumanie, ont attiré d'importants investissements directs étrangers en 2004 et 2005, car ces pays ont achevé certaines grosses opérations de privatisation, mais aussi en raison d'investissements dans la création d'usines entièrement nouvelles. L'investissement direct étranger a également augmenté dans d'autres pays des Balkans, en particulier la Serbie et le Monténégro, où un grand nombre de privatisations ont été achevées en 2005.

18. L'investissement direct étranger dans la région de la CEI a continué à augmenter, sous l'impulsion surtout du renchérissement des cours du pétrole et du gaz en 2004 et 2005. En chiffres absolus, cette augmentation est comparable à la croissance de l'investissement direct étranger dans les deux autres sous-régions en transition, mais en proportion du PIB, ces apports d'investissements directs étrangers semblent être beaucoup moins importants (voir le tableau 3 de l'annexe). La Fédération de Russie a à cet égard un poids prédominant : dans ce pays, comme on l'a déjà indiqué, la part de l'investissement direct étranger dans le PIB demeure très faible. Ce rapport est également assez faible au Bélarus, au Kirghizistan et en Ouzbékistan. Pour beaucoup d'autres pays membres de la CEI, le ratio de l'investissement direct étranger au PIB est aussi élevé que dans les nouveaux États membres de l'Union européenne en transition. Dans les pays riches en ressources naturelles comme l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et la Fédération de Russie, l'essentiel de l'investissement direct étranger va au secteur de l'énergie.

19. Les investissements directs étrangers et la vigueur de la croissance des exportations expliquent le maintien à des niveaux viables à terme de l'endettement extérieur de la plupart des pays en transition. Les ratios d'endettement extérieur, en

Europe centrale et en Europe du Sud-Est, ont été respectivement de 62 % et 52 % du revenu national brut (RNB) en 2004. La dette extérieure des pays d'Europe centrale, des États baltes et des pays d'Europe du Sud-Est est une dette due, pour l'essentiel, à des créanciers privés. Les caractéristiques de l'endettement extérieur sont beaucoup plus hétérogènes dans les pays membres de la CEI et le ratio de l'endettement au RNB s'inscrit entre 16 % au Bélarus et près de 100 % au Kirghizistan en 2004. L'essentiel de l'endettement extérieur est une dette officielle des gouvernements des pays de la CEI à des créanciers officiels. La forte croissance des exportations et une meilleure gestion de la dette ont allégé le fardeau de l'endettement des pays à faible revenu membres de la CEI ces dernières années (voir annexe, fig. IV)⁷. Dans certains de ces pays, pourtant, comme le Kirghizistan et la République de Moldova, l'allègement de l'endettement extérieur demeure, pour les dirigeants politiques comme pour les créanciers, un problème redoutable. Alors que l'aide assortie de conditions financières libérales et un éventuel rééchelonnement de la dette extérieure devraient améliorer les problèmes de liquidité en République de Moldova, une stratégie de désendettement récemment approuvée, alliée à une demande d'allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), devrait alléger l'endettement du Kirghizistan.

20. Avec la réintégration dans l'économie mondiale de l'Europe centrale et de l'Europe orientale et de la Communauté d'États indépendants, on observe une nette augmentation des migrations internationales en provenance et à destination de ces pays, sous l'effet de la refonte des politiques démographiques⁸, d'une modification de la demande de main-d'œuvre résultant de la restructuration des filières de production suivies par les entreprises multinationales et de l'émergence de l'économie de la connaissance, ainsi que d'autres facteurs démographiques et sociaux. Trois des pays de la CEI – la Fédération de Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan – figurent toujours parmi les 20 pays qui, dans le monde, comptent le plus grand nombre de migrants internationaux en 2005 : leur population de migrants représente respectivement 6,4 %, 3,6 % et 1,3 % du nombre total des migrants dans le monde⁹. Cependant, ce n'est qu'en Fédération de Russie que le nombre de migrants a été supérieur en 2005 à ce qu'il était en 1990. Ces migrants continuent à venir surtout d'autres pays de la CEI (voir tableau 4 de l'annexe). Les migrations nettes vers l'Ukraine et le Kazakhstan ont diminué. Malgré une augmentation de l'immigration, la population de la Fédération de Russie, comme celle de nombreux autres pays en transition, diminue.

21. Faisant désormais partie de l'Union européenne, les nouveaux États membres ont vu certaines restrictions à la mobilité de la main-d'œuvre vers l'Union européenne supprimées, ce qui a entraîné une intégration de leur économie plus rapide que celle des autres pays en transition. Cependant, les migrations de main-d'œuvre ont augmenté à un rythme plus lent que prévu avant l'entrée dans l'Union. Après l'élargissement de l'Union européenne en 2004, une période de transition, divisée en trois phases de deux ans, trois ans et deux ans respectivement, a été aménagée avant que les marchés du travail soient pleinement ouverts aux habitants

⁷ On trouvera un examen de la viabilité de l'endettement des pays à faible revenu membres de la CEI dans : *Étude sur la situation économique de l'Europe 2005, n° 1*, (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.05.II.E.7).

⁸ Voir : *World Population Policies 2005* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.06.XIII.5).

⁹ Voir : *Trends in Total Migrant Stock: the 2005 Revision*, sous forme numérique.

des huit nouveaux membres de l'Union européenne en transition. Ces pays eux-mêmes ont ouvert leur propre marché du travail les uns aux autres (comme Chypre et Malte). Dans les deux années qui ont suivi l'élargissement de l'Union européenne, on a constaté une augmentation, modérée, du nombre de travailleurs migrants en provenance des huit nouveaux États membres d'Europe orientale uniquement en Autriche, en Irlande et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ce qui peut être en partie attribué à la « légalisation » d'un nombre déjà important de travailleurs des huit nouveaux membres de l'Union se trouvant déjà dans ces pays. Les ressortissants de ces huit pays, en 2005, représentaient environ 1 % de la population en âge de travailler de l'Europe des 15 à l'exception de l'Autriche (1,4 %) et de l'Irlande (3,8 %). La proportion globale de ressortissants des huit nouveaux pays membres en âge de travailler, dans les pays de l'Europe des 15, qui était de 0,4 % en 2005, était inférieure au pourcentage de travailleurs provenant de pays extérieurs à l'Union européenne.

22. L'intégration des pays en transition dans l'économie mondiale par la voie des mouvements migratoires peut apporter des avantages économiques aux pays d'origine, notamment en réduisant la pression qui s'exerce sur le marché du travail intérieur et du fait des envois de fonds des travailleurs. En 2004, ces envois de fonds ont représenté 19,1 milliards de dollars, soit 1,3 % du PIB des pays en transition. Selon les données disponibles, l'importance relative de ces transferts de fonds varie considérablement, entre 0,2 % du PIB en Roumanie et 27 % en République de Moldova¹⁰. Dans le cas de la Fédération de Russie, les transferts de fonds des travailleurs représentent une sortie nette de ressources, mais dans des pays tels que la République de Moldova, le Tadjikistan, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Monténégro, ces transferts sont une importante source de devises et ont stimulé la consommation des ménages. Dans une moindre mesure, ces transferts de fonds ont été utilisés pour financer des investissements et la création de nouvelles entreprises dans ces pays. Les migrations ont aidé à atténuer les pressions s'exerçant sur le marché du travail de certains pays, en particulier dans les pays membres de la CEI, où de nombreux travailleurs immigrés sont non qualifiés ou au chômage. Ailleurs, on constate que des travailleurs très qualifiés prennent des emplois peu qualifiés (en particulier dans l'Europe des 15, en provenance surtout des huit nouveaux membres de l'Union), ce qui compromet la qualité du capital humain dans le pays d'origine.

III. Contributions des politiques économiques à l'intégration des économies en transition en 2004-2005

A. Politiques macroéconomiques

23. En 2004 et 2005, toutes les économies en transition ont réalisé des progrès considérables en matière de stabilisation macroéconomique et financière, ce qui a contribué à leur intégration à l'économie mondiale. L'inflation a continué de diminuer en 2004 dans nombre de pays (voir tableau 1 de l'annexe), mais la plupart des nouveaux États membres de l'Union européenne ont fait exception à cette

¹⁰ Voir : Banque européenne pour la reconstruction et le développement, *Transition Report Update May 2006*, Londres, 2006.

tendance générale, les prix ayant augmenté de façon ponctuelle après leur adhésion du fait notamment de l'unification de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de la suppression des derniers contrôles sur les prix, de la hausse des prix de l'énergie et d'un accroissement de la demande d'importations. En 2005, l'inflation était à nouveau en baisse dans les huit nouveaux États membres, mais en augmentation toutefois dans les États baltes et de nombreux pays de la CEI, principalement en raison de la hausse des prix du pétrole et du développement du crédit intérieur. L'inflation de base, hors énergie et alimentation, est restée faible, ce qui a permis aux autorités de nombreuses économies en transition à continuer d'appliquer une politique monétaire d'une manière générale accommodante en 2004-2005, qui a contribué à la croissance économique par le biais de l'expansion du crédit intérieur et de la croissance de la demande intérieure, notamment dans les pays de la CEI. Le niveau élevé des cours du pétrole pose de plus en plus à ces pays, en particulier aux pays exportateurs de pétrole qui engrangent des réserves en devises de plus en plus importantes, un dilemme de politique monétaire, à savoir doivent-ils accorder la priorité à la stabilité des prix ou éviter une poursuite monétaire de l'appréciation du taux de change réel. Dans la pratique, la politique des autorités monétaires a eu pour objectif de préserver la stabilité des prix. En Europe du Sud-Est, en revanche, face à l'aggravation des déséquilibres extérieurs et à la forte croissance des crédits intérieurs, les autorités ont continué de durcir les conditions monétaires. L'adoption à terme de l'euro est devenue l'objectif des politiques macroéconomiques des nouveaux États membres de l'Union européenne, et un certain nombre d'entre eux (Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovaquie et Slovénie) sont déjà membres du mécanisme de change européen.

24. Si l'accélération de la croissance a contribué d'une manière générale à l'accroissement des recettes publiques, l'adoption de politiques budgétaires plus prudentes a également contribué à une amélioration des finances publiques de plusieurs économies en transition. Les déficits budgétaires des nouveaux États membres de l'Union européenne, soit ont diminué, soit sont restés stables en 2004-2005, principalement en raison de l'accroissement des recettes (et, dans certains cas, de l'inflation) du fait de la place accordée à des facteurs cycliques. Les déficits structurels se sont maintenus à peu près aux mêmes niveaux et, dans certains cas, l'accroissement des recettes a été annulé par les subventions toujours versées à des entreprises déficitaires et par le coût des garanties de l'État. En ce qui concerne les pays de l'Europe du Sud-Est, la plus grande discipline imposée par les programmes appuyés par le Fonds monétaire international (FMI) a permis de redresser les déséquilibres budgétaires alors que dans le cas des pays de la CEI riches en ressources naturelles, l'accroissement des recettes provenant du pétrole et du gaz, la vigueur de la croissance et la simplification de l'administration fiscale se sont traduits par une amélioration de la situation budgétaire. L'Azerbaïdjan, la Fédération de Russie et le Kazakhstan ont géré avec prudence, par l'intermédiaire de fonds de stabilisation, la manne pétrolière, limitant ainsi les effets expansionnistes des cours élevés sur la liquidité intérieure¹¹.

¹¹ Voir Yelena Kalyuzhnova et Michael Kaser, « Prudential Management of Hydrocarbon Revenues in Resource-rich Economies », Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, Discussion Paper Series, n° 5, décembre 2005.

B. Rôle de l'Union européenne dans l'intégration des économies en transition

25. L'adhésion à l'Union européenne et les relations avec l'Union européenne ont joué un rôle clef dans l'élargissement et l'approfondissement du processus d'intégration des économies en transition. Le processus d'élargissement de l'Union a directement profité aux pays d'Europe centrale et aux États baltes mais, d'une manière plus générale, la stratégie active de reconstruction après conflit, le soutien au processus d'intégration régionale et d'autres formes d'assistance économique ont profité à l'ensemble de la région¹².

26. En mai 2004, huit des anciennes économies planifiées (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie) sont devenues membres de l'Union européenne. À la suite de leur adhésion, les échanges dans l'Union élargie ont encore été libéralisés, pratiquement tous les droits et quotas encore en vigueur étant supprimés, y compris les restrictions aux échanges agricoles. Le taux d'application des directives concernant le marché intérieur est passé, dans ces huit nouveaux États membres, d'environ 94 % en 2004 à plus de 98 % en 2006. En principe, ceux-ci auraient dû appliquer intégralement l'acquis communautaire mais étant donné qu'une mise en œuvre trop rapide pourrait présenter certains risques, une période de transition comprise entre 6 mois et 12 ans a été introduite pour certaines directives.

27. L'Union européenne a joué un rôle clef non seulement en ce qui concerne la libéralisation totale des échanges et la fourniture d'une assistance financière directe, mais également l'harmonisation de la fiscalité, l'adoption de cadres réglementaires modernes sur les marchés financiers, de réglementation concernant le gouvernement d'entreprise et de normes comptables, ainsi que l'application des droits de propriété intellectuelle. Le cadre institutionnel mis en place par l'Union européenne a donc aidé ces huit pays à s'intégrer davantage à l'économie mondiale et à en tirer un plus grand profit. L'utilisation croissante des technologies de l'information et de la communication, la modernisation de l'infrastructure et l'acquisition de compétences concurrentielles, prévues par leurs programmes nationaux de réforme pour 2005, sont tout spécialement importantes étant donné leur impact direct sur le processus d'intégration. Globalement, les transferts nets en leur faveur étaient compris en 2004 entre 0,25 % du revenu national brut pour la Hongrie et 2,1 % pour la Lituanie, la moyenne s'établissant aux environs de 1 %. Ces transferts ont consisté en soutien à l'agriculture et aux politiques intérieures, et en paiements compensatoires afin que leur balance des transactions nettes avec l'Union européenne reste positive. En supposant une absorption intégrale des transferts, ceux-ci devraient en moyenne atteindre 3 % du revenu national brut des huit pays considérés au cours du prochain cycle budgétaire de l'Union européenne.

¹² Pour une description générale du rôle de l'Union européenne au cours de la période qui a précédé l'élargissement de 2004 et l'assistance à la région, voir A/59/301.

28. Le processus d'adhésion a servi de catalyseur pour les pays candidats d'Europe du Sud-Est (Bulgarie, Croatie et Roumanie)¹³, qui ont intensifié leurs efforts afin d'adopter les réformes nécessaires à la mise en place d'une économie de marché et d'institutions publiques fiables. En 2004-2006, l'Union européenne a augmenté de 30 % son assistance à la Bulgarie, qui a représenté 2 % du PIB du pays. Dans le cas de la Roumanie, son assistance a représenté 1,4 % du PIB en 2005. À compter de janvier 2007, les programmes actuels d'assistance seront remplacés par un instrument unique d'aide de préadhésion destiné à simplifier l'assistance fournie aux candidats actuels et futurs.

29. Pour ce qui concerne les pays d'Europe du Sud-Est qui ne sont pas candidats à l'adhésion, les relations avec l'Union européenne sont définies par le processus de stabilisation et d'assistance pour l'Europe du Sud-Est. L'Union européenne a conclu des accords de stabilisation et d'association avec la Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine, qui sont devenus candidats à l'adhésion, et dernièrement avec l'Albanie. Afin d'englober davantage de pays et d'encourager le commerce et les investissements dans la sous-région, elle négocie actuellement de tels accords avec la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro¹⁴ et la Serbie. En juin 2005, le Conseil européen a réaffirmé son soutien en faveur d'une éventuelle possibilité d'adhésion de ces pays, notant les progrès significatifs accomplis dans la région.

30. L'Union européenne a toujours comme objectif de poursuivre son élargissement, y compris aux économies en transition qui n'envisagent pas pour l'instant d'y adhérer. En particulier, la politique européenne de voisinage a permis de développer les relations dans quatre grands domaines, à savoir l'énergie, les migrations, la sécurité et la stabilité¹⁵. Adoptée en 2003, elle a commencé à être appliquée en 2005 à la suite de l'adoption par la Commission européenne d'un document de stratégie et de rapports pour un premier groupe de sept pays voisins, dont la République de Moldova et l'Ukraine, pour lesquels des plans d'action ont été négociés et finalisés. En outre, elle a accordé à l'Ukraine le statut d'économie de marché. Avec l'adoption en 2007 de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (ENPI) qui constituera l'outil financier de la politique européenne de voisinage et qui remplacera le Programme TACIS d'assistance technique à la CEI et à la Géorgie, les rapports commerciaux et de coopération traditionnels entre l'Union européenne et les économies en transition de la CEI devraient être davantage axés sur l'intégration politique, sociale et économique. Sur le plan économique, la politique de voisinage prévoit un développement des relations commerciales préférentielles, une participation au marché intérieur de l'Union, un développement des interconnexions dans des domaines tels que l'énergie, les transports et les télécommunications, la possibilité de participer à certains programmes de l'Union ainsi qu'une assistance financière et technique plus importante.

¹³ Les négociations d'adhésion avec la Bulgarie et la Roumanie ont débuté en février 2000, et les deux pays devraient entrer dans l'Union en janvier 2007 (la Commission européenne prendra une décision finale à ce sujet en 2006). La Croatie est devenue candidate en 2004 et les négociations d'adhésion ont débuté en octobre 2005. L'ex-République yougoslave de Macédoine est devenue candidate en 2005, mais aucune date n'a encore été fixée pour le début des négociations d'adhésion.

¹⁴ Le Monténégro est devenu un État indépendant le 3 juin 2006.

¹⁵ Voir « European neighbourhood policy: economic review of ENP countries », Direction générale des affaires économiques et financières, Occasional Paper n° 18, avril 2005, accessible à l'adresse suivante : <http://europa.eu.int/comm/economy_finance>.

31. L'adoption le 10 mai 2005 d'un ensemble de feuilles de route pour la création entre l'Union européenne et la Fédération de Russie de quatre espaces communs – un espace économique commun, un espace commun de liberté, sécurité et justice, un espace de coopération dans le domaine de la sécurité extérieure et un espace pour la recherche et l'éducation – constitue un pas de plus vers l'intégration. En particulier, les travaux en cours concernant l'espace économique commun permettront de réduire les obstacles aux échanges et à l'investissement et d'encourager les réformes et la compétitivité fondée sur les principes de non-discrimination, de transparence et de bonne gouvernance. Outre les accords de partenariat et de coopération avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la République de Moldova, l'Ukraine et, dernièrement, le Tadjikistan, l'Union poursuit sa politique d'intégration par le biais d'accords sectoriels, tel que l'accord sur la sidérurgie conclu avec la Fédération de Russie pour la période 2005-2006.

C. Autres politiques commerciales

32. Un grand nombre d'économies en transition sont intégrées au système commercial multilatéral du fait de leur appartenance à l'Organisation mondiale du commerce (voir annexe, tableau 5), et les autres pays, à l'exception du Turkménistan, sont engagés dans un processus d'accession à l'OMC. En 2004-2005, des négociations bilatérales sur l'accès au marché ont progressé dans le cas de plusieurs pays, accélérant ainsi l'harmonisation entre les législations internes et les pratiques commerciales des pays de la CEI et celles de leurs partenaires commerciaux, de même que la réforme du Code des douanes et des systèmes tarifaires de certains pays tels que la Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine. Pour accélérer leur processus d'accession, les économies en transition doivent adopter de nouvelles réformes en faveur de l'économie de marché et développer leur coopération avec les membres actuels de l'OMC. Toutefois, l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations du cycle de Doha aura probablement des conséquences sur leurs perspectives de développement, en particulier si leur économie est dominée par l'agriculture, secteur déjà durement frappé par l'évolution de la production et les incertitudes concernant les droits de propriété. Elle pourrait également avoir un impact sur la situation à long terme des économies de celles qui sont déjà engagées dans un processus d'accession à l'OMC.

33. Les accords commerciaux bilatéraux et régionaux, qui sont l'un des éléments de base des mesures de libéralisation engagées, continuent de faciliter l'intégration à l'économie mondiale. Le processus de stabilisation et d'association de l'Union européenne a encouragé la conclusion d'accords de libre-échange en Europe du Sud-Est conformément aux dispositions de l'OMC et a permis d'accorder à ces pays des préférences commerciales asymétriques. Par ailleurs, comme prévu par les accords de stabilisation et d'association, il existe désormais dans la sous-région un ensemble d'accords commerciaux bilatéraux, y compris avec la Bulgarie, la République de Moldova et la Roumanie, qui concerne plus de 55 millions de consommateurs. Divers accords entre les pays de la CEI, tels que la zone de libre-échange, la Communauté économique euro-asiatique et l'Organisation de coopération centrasiatique, concernent essentiellement l'échange de préférences commerciales. Certains aspects de la facilitation du transit et de la libéralisation des services

restent toutefois exclus du champ de ces accords et constituent toujours un obstacle important à la coopération commerciale dans la région¹⁶.

D. Libéralisation des mouvements de capitaux

34. En 2004-2005, l'intégration des huit nouveaux États membres de l'Union européenne a bénéficié des investissements directs dans le secteur réel de l'économie, mais s'est également poursuivie par l'intermédiaire des marchés financiers et des flux de portefeuille. Comme dans le cas des échanges commerciaux, l'élargissement s'est traduit par la levée de la plupart des restrictions aux mouvements de capitaux qui existaient encore. Certains pays ont toutefois négocié des accords de transition dans le domaine des services financiers.

35. À partir de mai 2004, les huit nouveaux États membres ont appliqué un certain nombre de directives du plan d'action pour les services financiers, destinées à améliorer la qualité de ces services. Ils ont réalisé des progrès notables en matière de réglementation et de contrôle prudentiels. Une part importante du système financier, principalement bancaire, est détenue par des sociétés étrangères, et le transfert d'innovations en matière de gestion financière ainsi que l'utilisation des technologies de l'information se sont traduits par une amélioration de la qualité des services. Au cours de la période de préadhésion, l'essentiel du crédit intérieur concernait des grandes sociétés de la région. En 2004-2005, le crédit aux petites entreprises et aux ménages s'est fortement développé, et la facilité d'accès aux capitaux étrangers ainsi que la capacité à emprunter en devises ont compensé la capacité limitée de création de crédits des marchés financiers intérieurs encore sous-développés. En outre, les marchés boursiers des huit nouveaux États membres sont engagés dans un processus d'intégration avec les marchés de l'Europe des Quinze, ce qui contribue à améliorer leur fonctionnement.

36. La libéralisation de mouvements de capitaux s'est poursuivie dans la région de la CEI, contribuant à la poursuite de l'ouverture des marchés financiers. Dans un certain nombre de pays, la suppression des contrôles a commencé après la crise d'août 1998 en Russie et s'est poursuivie par étapes, telle que la suppression de l'obligation de revendre les avoirs en devises en 2005 en Ukraine et l'élimination de tout obstacle ou mouvement de capitaux à compter du 1^{er} juillet 2006 en Fédération de Russie. Les avantages de cette ouverture sont toutefois étroitement liés à la poursuite du développement du système financier intérieur, y compris à l'amélioration de la qualité des cadres réglementaires et de contrôle. Pour pouvoir bénéficier d'une plus grande efficacité et de la diversification des portefeuilles, les économies doivent poursuivre les réformes institutionnelles et s'attacher davantage à gérer les risques inhérents à la libéralisation des mouvements de capitaux.

E. Poursuite de la restructuration de l'économie et amélioration du climat commercial

37. Les récents progrès concernant l'intégration des économies en transition à l'économie mondiale se sont accompagnés, dans nombre de ces économies, de

¹⁶ Voir *From Disintegration to Reintegration: Eastern Europe and the Former Soviet Union in International Trade*, sous la direction de Harry Broadman, Banque mondiale, 2005.

nouvelles réformes structurelles et institutionnelles et ont été appuyés par des politiques macroéconomiques contribuant à la stabilité dans la région. L'ordre dans lequel ces réformes ont été introduites, de même que leur portée et leur profondeur, a toutefois varié d'un pays à l'autre. Si les politiques macroéconomiques non régulées et imprévisibles de la première phase de transition ont fait place à des politiques plus prudentes dans l'ensemble de la région, la portée des réformes microéconomiques et la mise en place de systèmes juridiques et réglementaires encourageant la concurrence, le respect des droits de propriété intellectuelle et d'autres droits de propriété, l'état de droit, la bonne gouvernance et le développement des services financiers, ainsi que la rapidité avec laquelle ces réformes et systèmes ont été introduits, ont varié d'un pays à l'autre¹⁷.

38. En 2005, la part du secteur privé était inférieure à 50 % du PIB dans 3 seulement des 27 économies en transition (voir annexe, tableau 6), ce qui reflète la privatisation presque totale réalisée dans les huit nouveaux États membres de l'Union européenne, même si un certain nombre de privatisations ont encore eu lieu en 2005 en Hongrie, en Lituanie et en République tchèque. L'Arménie et le Tadjikistan ont effectué de nouvelles privatisations limitées, alors que l'Arménie, la Géorgie et certains pays d'Europe du Sud-Est comme la Bosnie-Herzégovine et la Serbie-et-Monténégro ont pour leur part procédé à de nouvelles privatisations (voir annexe, tableau 7). En Fédération de Russie, en raison de la renationalisation d'actifs dans le secteur pétrolier et gazier, les privatisations ont reculé.

39. En 2004-2005, les réformes destinées à renforcer les institutions de soutien à l'économie de marché se sont accélérées et ont dépassé les réformes de libéralisation, notamment des prix et des échanges¹⁸. Des progrès importants ont notamment été enregistrés en ce qui concerne la réglementation du secteur financier, la gouvernance et la restructuration d'entreprises ainsi que les privatisations de grandes entreprises. Dans le secteur financier, les progrès ont été particulièrement marqués en Europe centrale et dans les États baltes, principalement pour ce qui est des organismes de contrôle et de réglementation prudentielle ainsi que la libéralisation des taux d'intérêt. La réglementation des marchés boursiers s'est également développée, en particulier en Lituanie et en Slovaquie. L'Estonie, la Lituanie et la République tchèque ont adopté des procédures de règlement de conflit entre actionnaires majoritaires et minoritaires, alors qu'en Pologne, le rôle des banques publiques a diminué en 2005 et que des mesures de contrôle plus strictes ont été adoptées. Les marchés boursiers de la région deviennent plus matures et leur capitalisation a augmenté dans de nombreux pays. La réforme du système bancaire a également progressé en Arménie et en Fédération de Russie et s'est accompagnée de progrès en matière de politiques de la concurrence en Arménie et de la mise en place d'un système de garantie des dépôts en Fédération de Russie. Les organismes de réglementation et de contrôle du système bancaire ont été renforcés en Ukraine, alors qu'en Hongrie, en Pologne et en Slovaquie, le gouvernement d'entreprise et la

¹⁷ Pour une description générale de l'évolution de l'environnement commercial des économies en transition en 2004-2005, voir Banque européenne de reconstruction et de développement, *Transition Report, 2005: Business in Transition* (Londres, novembre 2005).

¹⁸ Les progrès réalisés par les 27 économies en transition en matière de réforme sont évalués tous les deux ans au moyen d'un ensemble d'indicateurs évalués chaque année par la BERD depuis le début du processus de transition. Pour une mise à jour récente de ces indicateurs, voir *Transition Report, 2005*.

restructuration des institutions et des entreprises se sont accélérés dans le cadre des réformes institutionnelles liées à l'adhésion à l'Union européenne.

40. Les progrès en matière de gouvernance économique se sont poursuivis en Europe du Sud-Est, bien qu'à un rythme moins rapide. La Bulgarie, la Croatie et la Roumanie ont amélioré leur cadre juridique et leur politique de la concurrence, comme demandé pour leur adhésion à l'Union européenne. Le rythme d'adoption de réformes en faveur de l'économie de marché s'est quelque peu ralenti dans la sous-région en 2005, sauf toutefois dans le cas de la Serbie-et-Monténégro où un certain nombre de privatisations importantes ont été réalisées, des progrès sensibles ont été accomplis en ce qui concerne le gouvernement d'entreprise et les politiques en matière de concurrence, et la libéralisation des échanges et des mouvements de capitaux s'est poursuivie. Un certain nombre de privatisations ont également été réalisées en Bosnie-Herzégovine.

41. Si, d'une manière générale, la gouvernance économique s'est améliorée dans l'ensemble de la région, les progrès réalisés dans divers domaines – institutions et droits de propriété, lutte contre la corruption et la criminalité, réforme de la justice, réglementation des activités commerciales, y compris octroi de licences, fiscalité, réglementations douanière et commerciale, infrastructure et réglementation du travail – restent variables. D'après l'étude la plus récente de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et de la Banque mondiale¹⁹, les chefs d'entreprise estiment que le système judiciaire s'est amélioré en Estonie et en Slovaquie, et que c'est en Pologne et en Slovénie que les contrats sont le plus respectés. Ils estiment en revanche que les contrats sont moins respectés qu'ils ne l'étaient en Europe du Sud-Est, en particulier en Albanie et en Bosnie-Herzégovine. En ce qui concerne la CEI, ils considèrent que le climat général des affaires s'est amélioré dans certains pays en 2005 – principalement au Bélarus et, dans une moindre mesure, au Tadjikistan – mais s'est détérioré dans d'autres pays en raison du mauvais fonctionnement du système judiciaire et de la corruption. Globalement toutefois, les chefs d'entreprise considèrent que le poids de l'administration dans certains domaines, tels que l'administration de l'impôt et la réglementation douanière et commerciale, a diminué dans la région.

IV. Défis en matière de politique économique et conclusions

42. En résumé, en 2004 et en 2005, les économies en transition ont poursuivi leur intégration à l'économie mondiale, grandement aidées en cela par des conditions favorables telles que l'expansion du commerce mondial, le prix élevé des produits de base et le faible niveau des taux d'intérêt internationaux. De plus, ces progrès ont été réalisés dans un environnement politique et économique plus stable et davantage prévisible, reposant sur des politiques budgétaires prudentes et une politique monétaire stable dans plusieurs pays. Dans ce contexte général, quelques économies ont pu poursuivre les réformes et créer les institutions nécessaires au bon fonctionnement d'une économie de marché ce qui a également contribué à leur intégration à l'économie mondiale. L'adaptation aux institutions de l'Union européenne, les transferts financiers

¹⁹ Banque mondiale, *Doing Business 2006: Creating Jobs*, Washington, 2005.

en provenance de l'Union et la mise en place de systèmes juridiques et réglementaires encourageant la concurrence, les droits de propriété intellectuelle et d'autres droits de propriété, l'état de droit, la bonne gouvernance et les services financiers ont favorisé la croissance des pays d'Europe centrale et des États baltes. En revanche, les économies à la traîne en matière de gouvernance et de restructuration économiques n'ont pas réussi aussi bien à attirer des investissements directs étrangers et à diversifier leurs économies. La poursuite des efforts destinés à améliorer le climat des affaires, de la réforme des institutions et de la restructuration de l'économie est nécessaire pour tirer pleinement parti de l'intégration à l'économie mondiale et assurer durablement la croissance.

43. Le rythme et la nature de l'intégration des économies en transition à l'économie mondiale varient très fortement d'un pays à l'autre. Les pays qui disposent de vastes ressources naturelles, en particulier les pays de la CEI, profitent à l'heure actuelle des cours élevés des produits de base, mais leur croissance reste vulnérable à la volatilité de ces cours. Ceux dont l'économie dépend d'un petit nombre seulement de produits de base, tels que le pétrole, le gaz naturel, les produits pétroliers, l'aluminium, l'or ou le coton, doivent diversifier leurs économies, en particulier vers le secteur manufacturier et les services, afin de pouvoir bénéficier davantage des échanges commerciaux et de maintenir à long terme une croissance économique plus rapide²⁰. Pour cela, ils doivent investir dans les infrastructures et le capital humain, ce qui contribuera par ailleurs à réduire la pauvreté dans la région.

44. La plupart des pays d'Europe centrale et orientale sont intégrés en réseaux commerciaux créés sous l'impulsion des producteurs de secteurs à forte valeur ajoutée, tels que l'automobile, l'électronique et les technologies de l'information, et qui sont associés à des projets d'investissement à long terme, à des activités de recherche et développement et à des flux d'investissements directs étrangers moins volatiles. L'Europe du Sud-Est, en revanche, est intégrée en réseaux créés par les acheteurs dans des secteurs à faible valeur ajoutée, tels que les textiles, l'habillement et l'agriculture, plus vulnérables aux fluctuations de la demande et plus exposés à la volatilité des investissements. Pour ces pays, le problème consiste à trouver la bonne combinaison de politiques, de façon à passer progressivement à des secteurs à plus forte valeur ajoutée.

45. La poursuite de l'intégration des marchés des capitaux des économies en transition a entraîné une forte croissance du crédit, aussi bien dans les nouveaux États membres de l'Union européenne qu'en Europe du Sud-Est. La croissance du PIB plus rapide que dans la zone de l'OCDE a attiré d'importants flux de capitaux spéculatifs, ce qui, combiné à la poursuite du développement du secteur bancaire, s'est traduit par un accroissement de la confiance des consommateurs et une remonétisation de l'Europe du Sud-Est. Le nombre de prêts bancaires aux sociétés et aux ménages a très fortement augmenté au cours de la période de 2004-2005. La part de ces crédits libellés en devises est passée de 10 à 75 % et même si, pour l'essentiel, ces crédits ont été

²⁰ Voir *Situation économique et sociale dans le monde, 2006* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.06.II.C.1, à paraître) pour une discussion détaillée des liens entre diversification des exportations, situation économique et croissance à long terme.

accordés à des entreprises multinationales, ceux accordés aux ménages ont également progressé. Cet accroissement pourrait poser certains risques, en particulier dans le cas de pays ayant un régime de taux de change fixes.

46. Du fait de la plus grande mobilité des populations des huit nouveaux membres de l'Union européenne ainsi que des pays de l'Europe du Sud-Est et de la CEI, les envois de fonds sont devenus une source plus importante de financement extérieur, atténuant les pressions sur la balance de paiements, réduisant la pauvreté et contribuant potentiellement au financement des petites et moyennes entreprises. Cet accroissement des envois de fonds s'accompagne toutefois d'un certain nombre de risques, tels que le ralentissement de l'activité économique dans les pays d'origine de ces transferts et la fuite des cerveaux dans les pays de destination. La concentration des travailleurs migrants dans un petit nombre seulement de pays rend ces transferts dépendants d'un ralentissement économique, alors que l'émigration peut compliquer la création de capacités de production dans les pays d'origine. Les pays qui connaissent une émigration massive, tels que la République de Moldova, pourraient même connaître des problèmes sur le marché du travail.

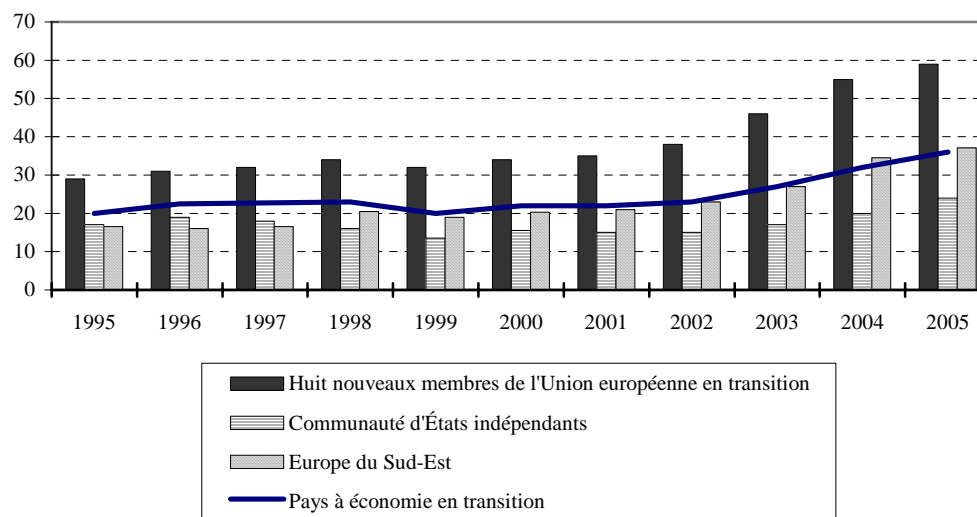
47. Les politiques macroéconomiques des nouveaux États membres de l'Union européenne sont déterminées par la perspective de l'adoption de la monnaie unique, qui constituera une nouvelle étape de leur intégration économique, et par la nécessité d'encourager la croissance de façon à assurer la convergence des secteurs réels et à créer des emplois. Toutefois, à court terme, l'adoption rapide de l'euro pourrait se traduire par un ralentissement de la croissance du PIB et une perte de revenu, aussi bien avant qu'après. L'élimination rapide des déficits supposerait l'adoption de mesures d'austérité, y compris une réduction des dépenses sociales et le renoncement à certains investissements publics. Une politique monétaire plus rigoureuse, destinée à lutter contre l'inflation, pourrait pénaliser la croissance, alors que des taux de change nominaux fixes pourraient pénaliser quant à eux la compétitivité, que ce soit en raison d'une surévaluation initiale du taux de change ou, ultérieurement, d'une appréciation réelle non justifiée par la croissance de la productivité. Si dans les huit nouveaux États membres les chocs du côté de la demande sont liés à la situation dans l'ensemble de la zone euro, cela est moins vrai pour ce qui concerne les chocs du côté de l'offre, ce qui justifie une politique monétaire indépendante. La faible mobilité de la main-d'œuvre milite également contre une adoption trop rapide de l'euro.

Annexe

Figures et tableaux

Figure I
**Commerce extérieur^a, rapporté au PIB, dans les économies
 des pays en transition, par sous-groupe, 1995-2005**

(En pourcentage)



Source : FMI, World Economic Outlook database, avril 2006.

^a Total des exportations et des importations.

Figure II
 Évolution et composition, par produit, des exportations et des importations
 dans les pays à économie en transition, 2000 et 2004

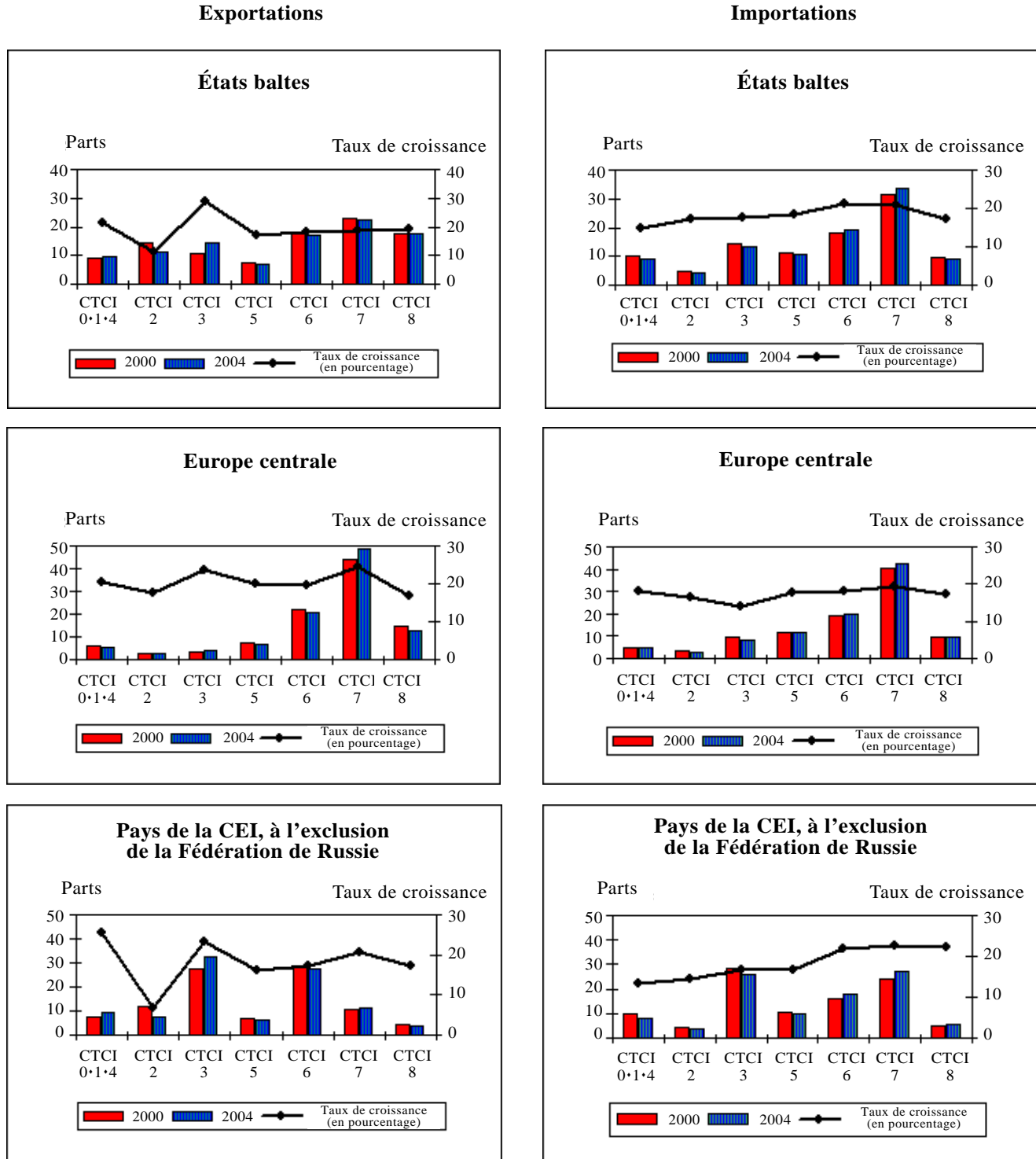
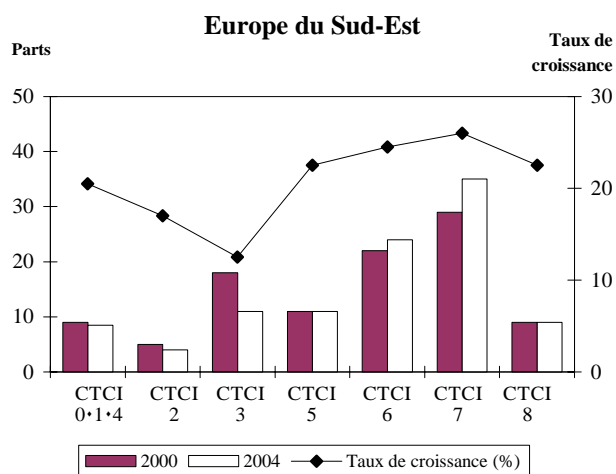
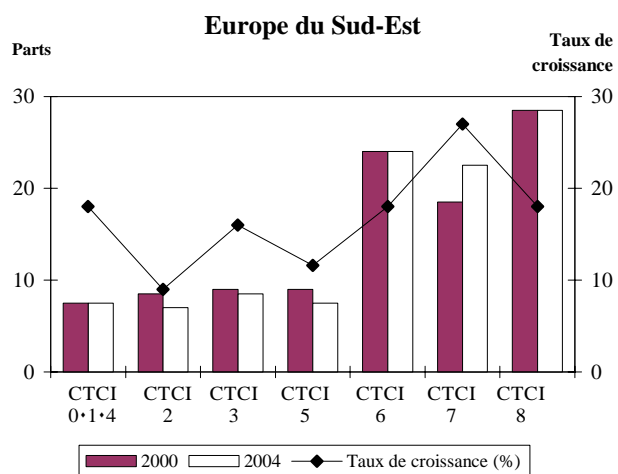
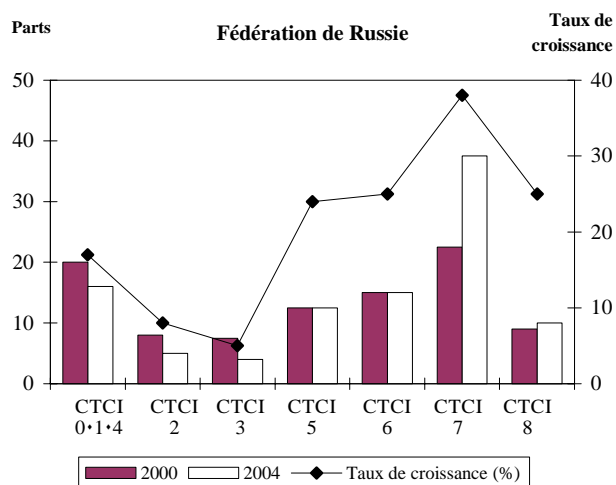
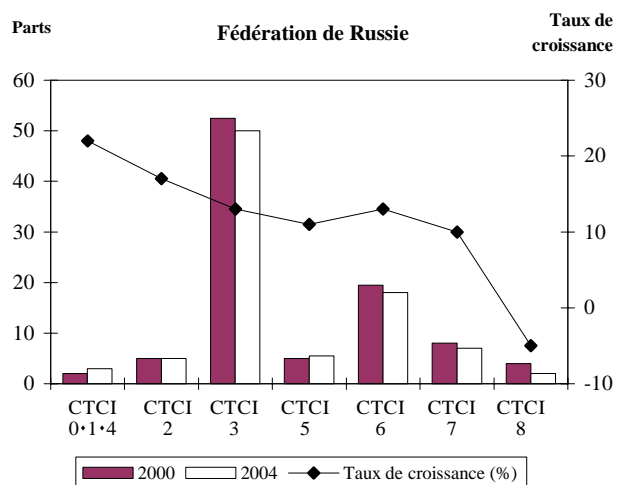


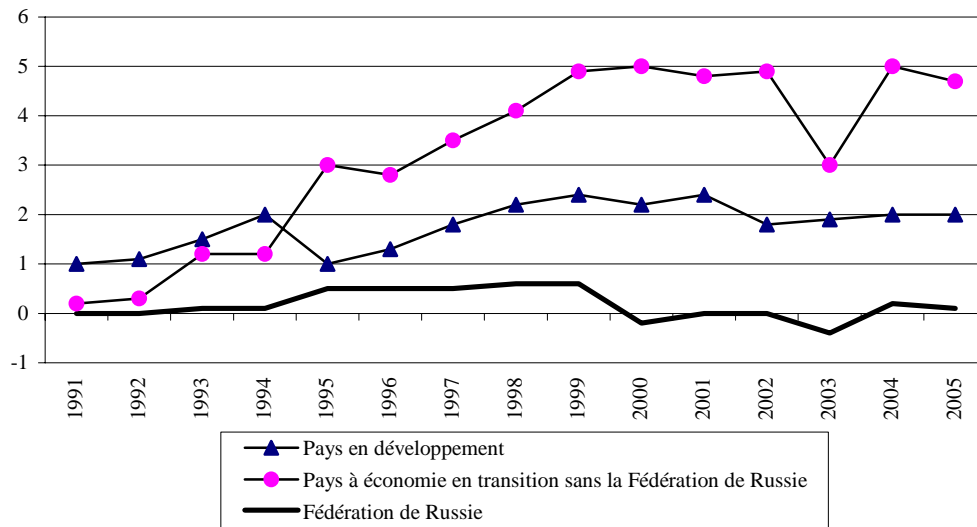
Figure II (suite)



Source : Base de données statistiques de l'ONU sur le commerce de marchandises. Les groupes de marchandises correspondent à des rubriques de la classification type pour le commerce international (troisième version révisée) (CTCI Rev.3).

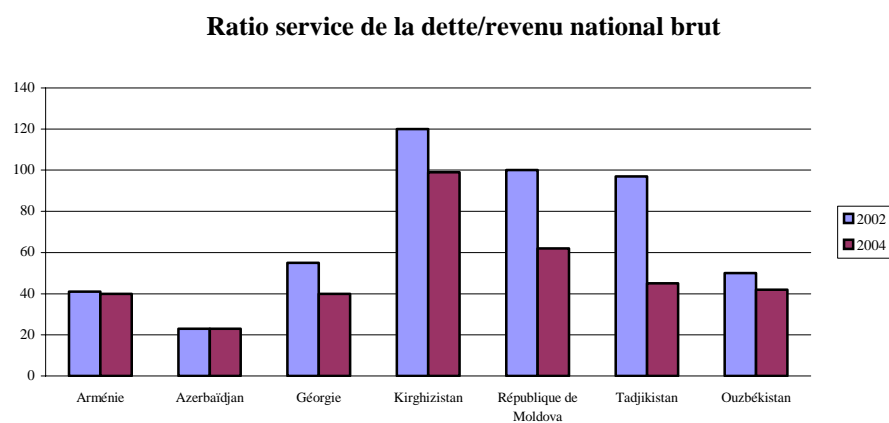
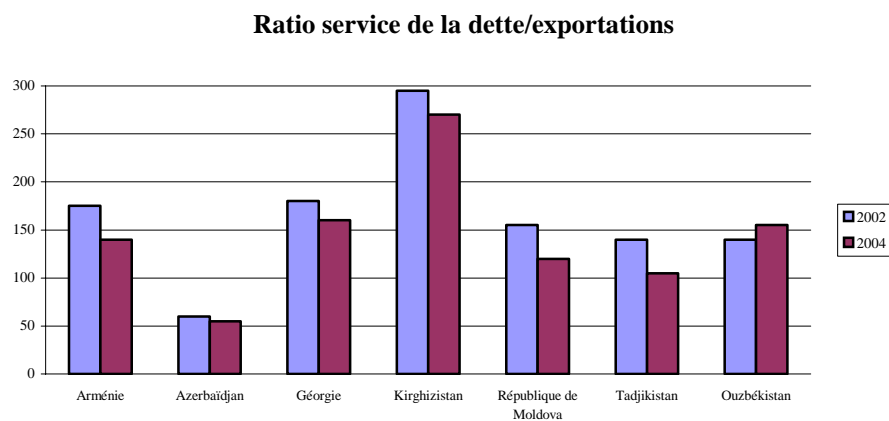
Figure III
**Économies des pays en transition : ratio de l'investissement direct
 étranger net au PIB**

(En pourcentage)



Sources : CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2005*, FMI, *International Finance Statistics*; Banque mondiale, *Global Development Finance*.

Figure IV
Ratio de l'endettement extérieur de 7 pays de la CEI-7, 2002 et 2004
 (En pourcentage)



Sources : Banque mondiale, *Global Development Finance*; FMI, *base de données sur les perspectives de l'économie mondiale*, avril 2000.

Tableau I
Économie des pays en transition : indicateurs macroéconomiques, 2003-2005

	Croissance du PIB réel (variation annuelle en pourcentage)			Hausse des prix à la consommation (variation annuelle moyenne en pourcentage)			Taux de chômage (en pourcentage)		
	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005
Pays à économie en transition	5,7	6,6	5,5	7,5	7,5	7,4			
Nouveaux membres de l'Union européenne	4,0	5,2	4,4	1,9	4,1	2,5			
Estonie	6,7	7,8	9,8	1,3	3,0	4,1	10,0	9,7	7,9
Hongrie	3,4	4,6	4,1	4,4	6,8	3,6	5,9	6,1	7,2
Lettonie	7,2	8,5	10,2	2,9	6,2	6,8	10,5	10,4	9,0
Lituanie	10,5	7,0	7,5	-1,2	1,2	2,7	12,4	11,4	8,3
Pologne	3,8	5,3	3,2	0,8	3,6	2,1	19,6	19,0	17,7
République tchèque	3,2	4,7	6,0	0,1	2,8	1,8	7,8	8,3	7,9
Slovaquie	4,2	5,4	6,1	8,6	7,6	2,7	17,6	18,2	16,4
Slovénie	2,6	4,2	3,9	5,6	3,6	2,5	6,7	6,3	6,3
Europe du Sud-Est et Communauté d'États indépendants	7,0	7,7	6,3	11,9	10,0	11,2			
Europe du Sud-Est	4,7	6,7	4,7	8,1	7,5	7,0			
Albanie	5,7	6,7	5,5	2,6	2,3	2,4	15,0	14,4	14,2
Bosnie-Herzégovine	4,0	5,7	5,3	0,2	-0,4	2,5	44,0	44,9	46,6
Bulgarie	4,5	5,7	5,5	2,2	6,4	5,0	13,7	12,0	9,9
Croatie	5,3	3,8	4,3	1,5	2,1	3,3	14,3	13,8	12,7
Ex-République yougoslave de Macédoine	2,8	4,1	4,0	1,1	1,0	0,0	36,7	37,2	37,3
Roumanie	5,2	8,4	4,1	15,3	11,9	9,0	6,8	7,6	7,7
Serbie-et-Monténégro	2,1	8,3	6,2	9,6	10,4	15,4	28,0	30,6	32,0
Communauté d'États indépendants	7,6	7,9	6,7	12,8	10,7	12,3			
Arménie	14,0	10,1	13,9	2,7	8,1	0,6	10,1	9,0	7,6
Azerbaïdjan	11,2	10,2	26,4	2,1	6,7	10,5	1,4	1,4	1,4
Bélarus	7,0	11,4	9,2	28,5	18,3	10,4	3,1	1,9	1,5
Fédération de Russie	7,3	7,2	6,4	13,7	10,9	12,7	8,2	7,9	7,2
Géorgie	11,1	5,9	9,3	4,8	5,7	8,2	11,5	12,6	13,8
Kazakhstan	9,3	9,6	9,4	6,4	6,9	7,6	8,8	8,4	8,1
Kirghizistan	7,0	7,0	-0,6	3,0	4,1	4,4	2,9	2,9	3,3
Ouzbékistan	4,4	7,7	7,0	19,0	14,2	15,0	0,3	^a	0,4
République de Moldova	6,6	7,4	7,1	11,7	12,5	11,9	7,9	8,1	7,3
Tadjikistan	11,0	10,3	6,7	16,3	7,2	8,0	2,3	2,0	1,8
Turkménistan	3,3	4,5	9,6	15,3	10,0	12,0	^a	^a	^a
Ukraine	9,6	12,1	2,6	5,2	9,0	13,5	9,1	8,6	7,2

Source : Secrétariat de l'ONU, Département des affaires économique et sociales, d'après les données de la Commission économique pour l'Europe, *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2006* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.06.II.C.2); et Comité de statistique de la Communauté d'États indépendants, dont les données peuvent être consultées à l'adresse suivante <www.cisstat.com>.

^a Données disponibles.

Tableau 2
**Commerce extérieur des pays en transition selon la provenance et la destination,
 2003-2005**

(Valeur en milliards de dollars; taux de croissance en pourcentage)

<i>Pays ou groupes de pays</i>	<i>Exportations</i>			<i>Importations</i>		
	<i>Valeur</i>	<i>Taux de croissance^a</i>		<i>Valeur</i>	<i>Taux de croissance^a</i>	
	2003	2004	2005	2003	2004	2005
États baltes, à destination de et en provenance de :						
<i>Ensemble du monde</i>	15,7	22,3	28,2	23,0	20,7	22,5
Europe orientale et CEI	5,0	26,1	39,9	7,8	41,7	33,1
CEI	2,4	2,1	38,0	4,6	20,3	36,4
États baltes	2,1	35,8	42,9	1,6	96,8	30,2
Europe centrale	0,5	93,3	36,5	1,6	50,4	30,1
Europe du Sud-Est	0,0	45,5	31,4	0,1	11,3	5,2
Économies de marché développées	10,0	20,4	19,6	13,0	15,5	15,6
Union européenne	8,2	22,9	20,3	11,2	24,2	14,1
Pays en développement	0,6	14,7	95,4	2,0	-26,2	30,4
Europe centrale, à destination de et en provenance de :						
<i>Ensemble du monde</i>	177,7	32,5	16,3	208,9	29,6	12,8
Europe orientale et CEI	37,4	40,4	26,7	43,1	34,0	26,9
CEI	7,0	47,7	37,1	17,1	22,4	35,3
États baltes	2,5	10,5	16,0	0,6	59,8	57,8
Europe centrale	20,8	45,2	23,5	22,9	40,8	19,7
Europe du Sud-Est	7,1	29,6	28,5	2,5	44,8	33,2
Économies de marché développées	132,3	28,8	12,3	138,7	30,5	10,5
Union européenne	122,4	29,0	11,8	123,2	32,1	12,4
Pays en développement	7,7	59,0	27,6	26,6	18,2	-0,4
Europe du Sud-Est, à destination de et en provenance de :						
<i>Ensemble du monde</i>	35,7	30,9	13,8	62,8	28,8	20,3
Europe orientale et CEI	6,2	40,6	28,6	16,5	29,3	30,3
CEI	0,8	44,4	19,4	5,9	30,8	31,0
États baltes	0,0	44,1	-12,8	0,0	53,0	18,1
Europe centrale	2,2	41,3	38,3	7,4	22,7	31,9
Europe du Sud-Est	3,1	39,1	24,7	3,2	41,7	25,9
Économies de marché développées	24,4	25,5	7,6	38,1	27,0	15,4
Union européenne	22,8	25,6	4,8	35,0	26,6	17,0
Pays en développement	4,6	41,9	26,4	7,8	36,2	23,0

<i>Pays ou groupes de pays</i>	<i>Exportations</i>			<i>Importations</i>		
	<i>Valeur</i>	<i>Taux de croissance^a</i>		<i>Valeur</i>	<i>Taux de croissance^a</i>	
	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>
Europe orientale, à destination de et en provenance de :						
<i>Ensemble du monde</i>	229,1	31,6	16,6	294,7	28,7	15,1
Europe orientale et CEI	48,7	39,0	28,1	67,4	33,7	28,4
CEI	10,2	36,8	35,8	27,5	23,8	34,5
États baltes	4,6	22,2	29,1	2,2	85,5	36,9
Europe centrale	23,6	46,0	25,2	31,9	37,1	22,8
Europe du Sud-Est	10,3	32,6	27,3	5,7	42,8	28,9
Économies de marché développées	166,7	27,8	12,0	189,8	28,7	11,8
Union européenne	153,4	28,2	11,2	169,4	30,4	13,4
Pays en développement	12,8	51,0	29,4	36,4	19,6	6,4
Pays de la CEI, à destination de et en provenance de :						
<i>Ensemble du monde</i>	189,2	30,1	32,7	114,0	28,7	43,2
Intra-CEI	38,5	11,6	28,2	41,9	21,8	17,4
Hors CEI	150,7	34,8	33,6	72,1	32,7	57,0
Fédération de Russie, à destination de et en provenance de :						
<i>Ensemble du monde</i>	131,5	26,5	40,9	56,7	21,8	59,4
Intra-CEI	20,3	-10,9	53,5	13,3	-15,1	32,9
Hors CEI	111,1	33,4	39,4	43,4	33,1	64,6
Europe orientale	18,8	21,3	43,0	4,6	30,2	55,8
États baltes	4,6	25,4	17,1	0,7	21,8	111,2
Europe centrale	11,8	15,6	49,3	3,6	30,5	49,1
Europe du Sud-Est	2,4	42,2	62,2	0,3	45,1	22,2
Économies de marché développées	61,0	37,7	45,5	27,8	34,1	62,9
Union européenne	50,6	35,9	48,6	21,7	30,9	71,7
Pays en développement	26,7	33,6	31,0	10,9	31,0	74,9
Pays de la CEI, à l'exclusion de la Fédération de Russie, à destination de et en provenance de :						
<i>Ensemble du monde</i>	57,7	38,1	15,4	57,4	35,5	28,8
Intra-CEI	18,2	36,8	9,7	28,7	38,8	13,0
Hors CEI	39,5	38,7	18,0	28,7	32,2	45,4

Source : FMI, International Financial Statistics.

^a Calculés sur la base de valeurs exprimées en dollars.

Tableau 3
Investissement direct étranger dans les économies en transition, 1995-2005

	<i>Entrées d'IDC cumulées (1995-2005)</i>	<i>Entrées d'IDC cumulées par habitant (1995-2005)</i>	<i>Entrées d'IDC par habitant</i>			<i>Entrées d'IDC en pourcentage du PIB</i>		
	<i>(millions de dollars)</i>	<i>(dollars)</i>	<i>(dollars)</i>			<i>(pourcentage)</i>		
Nouveaux membres de l'UE	182692,0	2493,0	112,0	310,1	363,3	1,7	4,0	4,1
Estonie	5848,6	4398,4	568,9	585,0	1691,0	8,3	7,0	17,2
Hongrie	35636,8	3529,2	47,2	349,9	516,7	0,6	3,5	4,8
Lettonie	3885,7	1684,3	109,9	257,1	215,3	2,3	4,3	3,2
Lituanie	4812,1	1402,5	41,1	148,1	198,2	0,8	2,3	2,7
Pologne	67624,0	1755,1	111,0	306,7	162,7	2,0	4,9	2,2
République tchèque	49587,0	4852,1	185,1	387,1	991,7	2,1	3,7	8,3
Slovaquie	12535,0	2320,9	101,6	233,1	305,5	1,7	3,1	3,6
Slovénie	2762,7	1404,7	-70,7	140,8	-36,7	-0,5	0,9	-0,2
Europe du Sud-Est	54545,4	1018,3	154,6	201,9	217,5	5,7	6,0	5,6
Albanie	1585,4	506,6	57,5	110,2	82,6	3,0	4,5	3,2
Bosnie-Herzégovine	2082,0	532,9	97,5	156,3	76,5	5,4	7,1	3,3
Bulgarie	11903,9	1540,8	264,2	356,9	297,4	10,4	11,4	8,6
Croatie	10653,1	2340,7	447,8	198,0	318,4	6,8	2,5	3,8
Ex-République yougoslave de Macédoine	1254,0	616,5	47,4	76,8	47,7	2,1	2,9	1,7
Roumanie	20894,0	962,3	98,6	230,4	240,9	3,6	6,6	5,3
Serbie-et-Monténégro	6173,0	587,7	133,6	98,1	192,3	7,2	4,5	9,7
Communauté d'États indépendants	67168,1	242,0	18,9	47,0	47,4	0,9	1,7	1,3
Arménie	1309,3	434,1	39,8	71,7	82,3	4,3	6,1	5,1
Azerbaïdjan	10264,2	1220,4	283,4	281,4	54,6	32,1	27,5	3,9
Bélarus	2417,5	247,8	17,2	16,6	31,0	1,0	0,7	1,0
Fédération de Russie	8438,3	58,9	-12,2	11,5	10,3	-0,4	0,3	0,2
Géorgie	2309,3	516,1	73,4	111,3	120,1	8,4	9,7	8,3
Kazakhstan	21652,1	1460,5	149,0	362,8	116,1	7,2	12,5	3,1
Kirghizistan	608,0	115,5	8,9	25,2	15,8	2,4	5,9	3,4
Ouzbékistan	1224,0	46,0	2,7	7,1	9,4	0,7	1,6	1,8
République de Moldova	1044,5	248,3	16,8	35,1	53,6	3,6	5,7	7,7
Tadjikistan	502,0	77,1	5,0	42,3	5,5	2,1	13,1	1,6
Turkménistan	2093,0	433,0	48,1	74,3	62,1	2,1	2,9	2,2
Ukraine	15306,0	329,3	29,7	36,4	162,1	2,8	2,6	9,2

Sources: FMI, *International Financial Statistics*; Secrétariat de l'ONU, Département des affaires économiques et sociales, *World Population Prospects: the 2004 Revision*,

Tableau 4
Migrations internationales au sein de la Fédération de Russie

	Immigration			Flux migratoires		
	2002	2003	2004	2002	2003	2004
Total	184 612	129 144	119 157	106 685	94 018	79 795
<i>À destination de et en provenance de :</i>						
Pays de la CEI	177 314	119 661	110 374	52 969	46 081	37 017
Arménie	6 802	5 124	3 057	1 114	1 098	654
Azerbaïdjan	5 635	4 277	2 584	1 704	1 771	1 336
Biélorus	6 841	5 309	5 650	8 829	7 016	5 671
Géorgie	7 128	5 540	4 886	964	939	740
Kazakhstan	55 706	29 552	40 150	13 939	14 017	12 504
Kirghizistan	13 139	6 948	9 511	1 080	959	656
Ouzbékistan	24 951	21 457	14 948	1 400	1 130	717
République de Moldova	7 562	6 391	4 816	1 385	1 234	907
Tadjikistan	5 967	5 346	3 339	827	922	549
Turkménistan	4 531	6 299	3 734	272	251	168
Ukraine	36 806	23 418	17 699	20 585	16 744	13 115
Pays hors CEI	7 298	9 483	8 783	53 716	47 937	42 778
Allemagne	1 962	2 692	3 117	42 231	36 928	31 876
États-Unis d'Amérique	455	484	518	3 134	3 199	2 919
Israël	1 670	1 808	1 486	2 764	2 048	1 733

Source : Federal State Statistics Service (Rosstat), *Russia in Figures, 2005: Statistical Handbook*.

Tableau 5
Situation des pays à économie en transition vis-à-vis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), décembre 2005

	<i>Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)/Organisation mondiale du commerce Date d'accession</i>
Europe orientale	
Albanie	Septembre 2000
Bosnie-Herzégovine	En négociation
Bulgarie	Décembre 1996
Croatie	Novembre 2000
Estonie	Novembre 1999
Ex-République yougoslave de Macédoine	Avril 2003
Hongrie	Janvier 1995
Lettonie	Février 1999
Lituanie	Mai 2001
Pologne	Juillet 1995
République tchèque	Janvier 1995
Roumanie	Janvier 1995
Serbie-et-Monténégro	En négociation
Slovaquie	Janvier 1995
Slovénie	Juillet 1995
Communauté d'États indépendants	
Arménie	Février 2003
Azerbaïdjan	En négociation
Bélarus	En négociation
Fédération de Russie	En négociation
Géorgie	Juin 2000
Kazakhstan	En négociation
Kirghizistan	Décembre 1998
Ouzbékistan	En négociation
République de Moldova	Juillet 2001
Tadjikistan	En négociation
Turkménistan	Pas de négociations
Ukraine	En négociation

Source : Organisation mondiale du commerce (voir <www.wto.org/english/thewto_e/whatis_e/tif_e/org6_e.htm>).

Tableau 6
**Activité du secteur privé dans les économies des pays en transition,
 au milieu de l'année 2005**

<i>Part du PIB</i>	<i>Pays</i>
75 % ou plus	Albanie, Arménie ^a Bulgarie, Estonie, Hongrie, Kirghizistan ^a Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie
50 à 74,9 %	Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Lettonie, République de Moldova, Roumanie, Serbie-et-Monténégro ^a , Slovénie, Tadjikistan, Ukraine
Moins de 50 %	Bélarus, Ouzbékistan, Turkménistan

Source : BERD, *Transition Report, 2005: Business in Transition* (Londres, novembre 2005), p. 4.

^a Changement de groupe par rapport au milieu de l'année 2003

Tableau 7
Indicateurs des progrès de la transition, 2005^a

<i>Note</i>	<i>Petites privatisations</i>	<i>Grandes privatisations</i>	<i>Commerce et change</i>	<i>Réforme du secteur bancaire et libéralisation des taux d'intérêt</i>
Inférieure à 3	Bélarus, Turkménistan	Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Ouzbékistan, Serbie-et- Monténégro, Tadjikistan, Turkménistan	Bélarus, Ouzbékistan, Turkménistan	Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, ex- République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Kirghizistan, Ouzbékistan, République de Moldova, Roumanie, Serbie-et- Monténégro, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine

<i>Note</i>	<i>Petites privatisations</i>	<i>Grandes privatisations</i>	<i>Commerce et change</i>	<i>Réforme du secteur bancaire et libéralisation des taux d'intérêt</i>
De 3 à 4	Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Ouzbékistan, République de Moldova, Roumanie, Serbie-et-Monténégro	Albanie ^b , Arménie ^b , Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Pologne, République de Moldova, Roumanie, Slovaquie, Ukraine	Bosnie-Herzégovine, Fédération de Russie, Kazakhstan, Serbie-et-Monténégro, Tadjikistan, Ukraine	Bulgarie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie ^b , Slovaquie, Slovaquie
Supérieure à 4	Arménie ^b , Albanie, Croatie, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovaquie, Tadjikistan ^b , Ukraine	Bulgarie ^b , Estonie, Hongrie, Lituanie ^b , République tchèque, Slovaquie	Albanie, Arménie, Azerbaïdjan ^b , Bulgarie, Croatie, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Géorgie, Hongrie, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovaquie	Croatie ^b , Estonie ^b , Hongrie, République tchèque ^b

Source : BERD, *Transition Report: Business in Transition, 2005* (Londres, novembre 2005), p. 4.

^a La classification de la BERD utilise une échelle de 1 à 4, où 1 signifie que les réformes n'ont pas progressé et 4+ qu'il existe une économie de marché développée. Pour plus de détails, voir le *Transition Report, 2005*, p. 5.

^b Pays reclassés dans le groupe suivant.